

# Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

## ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Morand, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Lavaltrie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 5 mai 2025

# Table des matières

## États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	26
Charges par objets	27
Excédent (déficit) accumulé	28
Avantages sociaux futurs	32

## Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	39
Analyse des charges	51

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Lavaltrie,

### **Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Lavaltrie (ci-après « Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris les informations significatives sur les méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### **Observations - Informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### **Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états**

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le document «Faits saillants du rapport financier et du rapport de l'auditeur indépendant Exercice financier 2024», mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lecture des informations contenues dans le document Faits saillants du rapport financier et du rapport de l'auditeur indépendant 2024, nous concluons à la présence d'une anomalie significative, nous sommes tenus de signaler le problème aux responsables de la gouvernance. Nous n'avons rien signalé à cet égard.

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

DCA, comptable professionnel agréé,  
Par Simon Bellehumeur, CPA auditeur  
Saint-Paul-de-Joliette, le 5 mai 2025

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	22 790 941	23 187 391	20 932 991
Compensations tenant lieu de taxes	2	386 800	434 758	369 295
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 355 910	2 573 390	4 213 186
Services rendus	5	626 706	933 883	1 831 485
Imposition de droits	6	1 013 450	1 547 409	1 563 636
Amendes et pénalités	7	86 500	130 852	134 318
Revenus de placements de portefeuille	8	100 000	286 481	187 265
Autres revenus d'intérêts	9	155 000	271 547	220 309
Autres revenus	10	30 373	1 280 427	2 760 463
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	26 545 680	30 646 138	32 212 948
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	5 149 314	5 276 063	4 424 451
Sécurité publique	15	4 132 279	4 273 323	3 812 171
Transport	16	6 422 660	7 210 612	7 210 409
Hygiène du milieu	17	5 124 679	5 319 514	4 815 069
Santé et bien-être	18	13 800	51 657	11 500
Aménagement, urbanisme et développement	19	902 155	747 427	803 808
Loisirs et culture	20	5 245 099	5 660 844	5 009 381
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 415 124	1 459 244	1 074 329
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	28 405 110	29 998 684	27 161 118
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	25	(1 859 430)	647 454	5 051 830
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		66 754 937	61 703 107
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		66 754 937	61 703 107
<b>Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice</b>	29		67 402 391	66 754 937

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 069 999	5 908 258
Débiteurs (note 5)	2	13 712 847	13 825 457
Prêts (note 6)	3	52 640	55 940
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	125 000	
	8	19 960 486	19 789 655
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	700 000	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	7 337 207	7 179 076
Revenus reportés (note 11)	12	6 365 626	6 432 008
Dette à long terme (note 12)	13	38 274 235	33 619 935
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	52 677 068	47 231 019
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(32 716 582)	(27 441 364)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	99 693 453	93 684 205
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	6 842	6 842
Stocks de fournitures	20	418 678	505 254
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22		
	23	100 118 973	94 196 301
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	24	67 402 391	66 754 937
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	67 402 391	66 754 937
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	67 402 391	66 754 937
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	
		<b>2024</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	1	(1 859 430)	647 454	5 051 830
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	(10 250 495)	(14 759 845)
Produit de cession	3			31 171
Amortissement	4		4 221 350	3 557 920
(Gain) perte sur cession	5		19 897	15 815
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(6 009 248)	(11 154 939)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		86 576	(26 905)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12			
	13		86 576	(26 905)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	16	(1 859 430)	(5 275 218)	(6 130 014)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(27 441 364)	(21 311 350)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(27 441 364)	(21 311 350)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	21		(32 716 582)	(27 441 364)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>Activités de fonctionnement</b>		
Excédent (déficit) de l'exercice	1 647 454	5 051 830
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2 4 221 350	3 557 920
Autres		
▪ Perte (gain) sur cession	3.1 19 897	15 815
▪ Contribution du promoteur	3.2 (223 418)	
	4 4 665 283	8 625 565
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	5 112 610	831 370
Autres actifs financiers	6 (125 000)	
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7 158 131	(1 293 207)
Revenus reportés	8 (66 382)	3 048 829
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	
Propriétés destinées à la revente	10	
Stocks de fournitures	11 86 576	(26 905)
Autres actifs non financiers	12	
	13 4 831 218	11 185 652
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 ( 10 027 077) (	14 759 845)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	31 171
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ( ) (	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	
	18 (10 027 077)	(14 728 674)
<b>Activités de placement</b>		
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux		
Émission ou acquisition	19 ( ) (	)
Remboursement ou cession	20 3 300	3 100
Autres placements de portefeuille		
Acquisition	21 ( ) (	)
Cession	22	
	23 3 300	3 100
<b>Activités de financement (note 4)</b>		
Émission de dettes à long terme	24 10 844 000	9 824 726
Remboursement de la dette à long terme	25 ( 6 187 000) (	2 302 826)
Variation nette des emprunts temporaires	26 700 000	(2 925 940)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27 (2 700)	(16 231)
Autres		
▪	28.1	
	29 5 354 300	4 579 729
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30 161 741	1 039 807
Solde déjà établi	31 5 908 258	4 868 451
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32	
Solde redressé	33 5 908 258	4 868 451
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>	34 6 069 999	5 908 258

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**1. Statut de l'organisme municipal**

La Ville de Lavaltrie est un organisme municipal constitué et régi par la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil.

**2. Principales méthodes comptables**

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

**A) Périmètre comptable et partenariats**

N/A

**a) Périmètre comptable**

N/A

**b) Partenariats**

N/A

**B) Comptabilité d'exercice**

La comptabilisation des transactions, aux livres de la Ville, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

**Estimations comptables**

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels ainsi que des obligations et droits contractuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée de vie utile des immobilisations et le passif au titre de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

### C) Actifs financiers

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

#### Placements de portefeuille

Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste de valeur.

### D) Passifs

#### Frais reportés liés à la dette long terme

Les frais d'émission du taux effectif liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

#### Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard des fonds Réfection et entretien de certaines voies publiques et Parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par les fonds.

#### Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, la Ville est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

**E) Actifs non financiers**

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures:	15, 20 et 40 ans
Bâtiments:	15 et 40 ans
Ameublement et équipement de bureau:	3, 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement:	5 et 20 ans
Véhicules:	10 et 15 ans

Les immobilisations corporelles en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

**F) Revenus**

**Revenus de transferts**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Revenus autres que les revenus de transfert**

Les revenus autres que les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

**G) Avantages sociaux futurs**

**Régimes de retraite**

La Ville offre un régime de retraite sous forme de REER à ses employés.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.
- Éléments présentés à l'encontre des DCTP:
  - pour le financement des activités de fonctionnement: au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette à long terme.

**I) Instruments financiers**

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres actifs financiers sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations, des amendes et pénalités ainsi que des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts temporaires, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

*Prêts*

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-value.

La Ville évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés.

Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouverts.

**J) Autres éléments**

**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**3. Modification de méthodes comptables**

**SP 3400, Revenus**

À compter du présent exercice, la Ville a adopté la norme SP 3400, Revenus. Le nouveau chapitre traite de la comptabilisation, de l'évaluation et de la présentation des revenus courants dans le secteur public. Cette nouvelle norme comptable est appliquée de façon prospective.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

**SP 3160, Partenariats public-privé (PPP)**

À compter du présent exercice, la Ville a adopté la norme SP 3160, Partenariats public-privé. Le nouveau chapitre concerne la comptabilisation, la mesure et la présentation des éléments d'infrastructure issus de certains types de PPP, ainsi que les informations à fournir à leur sujet. Cette nouvelle norme comptable est appliquée de façon prospective.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

**NOSP-8, Éléments incorporels achetés**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Le 1er janvier 2024, la Ville a adopté les recommandations de la NOSP-8 « Éléments incorporels achetés ». Cette note d'orientation, établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un actif incorporel acheté. Un actif incorporel acheté doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la note d'orientation sont respectés. La Ville a opté pour une application prospective de la note d'orientation.

L'adoption de cette note d'orientation n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

#### 4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	6 069 999	806 624
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		5 101 634
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	6 069 999	5 908 258
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>6</b>	<b>6 069 999</b>	<b>5 908 258</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	3 912 938	5 056 685
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	3 993 016	473 600

#### Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**5. Débiteurs**

		2024	2023
Taxes municipales	9	2 746 245	1 861 188
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	7 901 176	7 917 559
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 934 265	2 949 719
Organismes municipaux	13	21 098	19 194
Autres			
▪ Mutations	14.1	492 478	534 907
▪ Intérêts et autres à recevoir	14.2	617 585	542 890
	15	13 712 847	13 825 457
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 945 825	2 701 061
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	2 945 825	2 701 061
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	6 140 735	6 072 149
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	702 329	702 331
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	458 652	507 336
Ministère de la Culture et des Communications	25	112 533	132 775
Autres ministères/organismes	26	486 927	502 968
	27	7 901 176	7 917 559

**Note**

Les versements estimatifs des montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

2025 : 208 055 \$

2026 : 213 550 \$

2027 : 219 244 \$

2028 : 225 143 \$

2029 : 231 255 \$

2030 et plus : 1 848 580 \$

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme ont des taux d'intérêts variant entre 1,67% à 4,62% et viennent à échéance entre 2031 et 2043.

Les montants présentés aux lignes Gouvernement du Québec et ses entreprises et Gouvernement du Canada et ses entreprises comprennent un montant de 6 331 777 \$ attribuable à des instruments financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Installations septiques	30.1	52 640	55 940
	31	52 640	55 940
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

**Note**

Prêts, 5%, remboursables par des versements annuels en capital et intérêts correspondant au paiement de capital et intérêts du règlement d'emprunt 231-2017, échéant en 2034.

**7. Placements de portefeuille**

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

**Note****8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪ Dépôt sur achat de terrain	41.1	125 000	
	42	125 000	

**Note****9. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'une marge de crédit pour ses besoins de fonctionnement d'un montant de 5 500 000 \$, au taux préférentiel. Cette marge de crédit n'est pas utilisée en date du 31 décembre 2024.

De plus, la Ville dispose d'un emprunt temporaire au taux préférentiel pour financer ses travaux d'investissements dans l'attente du financement permanent d'un montant de 1 028 144 \$. Au 31 décembre 2024, un solde de 700 000 \$ était utilisé.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**10. Crédeurs et charges à payer**

		2024	2023
Fournisseurs	43	2 691 500	2 702 462
Salaires et avantages sociaux	44	1 093 420	885 963
Dépôts et retenues de garantie	45	2 901 188	3 135 221
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Organismes municipaux	47.1	373 139	108 443
▪ Intérêts courus sur dette l.t.	47.2	277 960	346 987
	48	7 337 207	7 179 076

**Note**

Le montant présenté à la ligne Salaires et avantages sociaux comprend un montant de 758 592 \$ attribuable à des instruments financiers.

**11. Revenus reportés**

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	172 041	119 719
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Accès logis	54.1	5 241 643	5 091 293
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	252 645	677 043
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	697 297	508 821
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres revenus reportés	62.1	2 000	35 132
	63	6 365 626	6 432 008

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,00	5,25	2025	2053	64	38 458 400	33 801 400
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	38 458 400	33 801 400
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	( 184 165)	( 181 465)
					72	38 274 235	33 619 935

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		2 221 000			2 221 000
2026	74		2 180 300			2 180 300
2027	75		2 147 800			2 147 800
2028	76		2 072 000			2 072 000
2029	77		2 134 800			2 134 800
2030 et plus	78		27 702 500			27 702 500
	79		38 458 400			38 458 400
Intérêts et frais accessoires	80		( )		( )	
	81		38 458 400			38 458 400

**Note**

Les remboursements de capital sont composés des remboursements annuels sans considération des refinancements de dette à long terme.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**13. Avantages sociaux futurs**

	2024	2023
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	475 464
Autres régimes (REER et autres)	88	410 024
Régimes de retraite des élus municipaux	89	38 494
	90	513 958
		849 762

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres	93.1	
▪	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97	( ) ( )
Charge de désactualisation <sup>1</sup>	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**15. Immobilisations corporelles**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	101	28 311 439	1 217 902		29 529 341
Eaux usées	102	25 517 874	748 495	25 633	26 240 736
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	38 560 631	3 907 348		42 467 979
Autres					
▪ Autres	104.1	10 835 348	1 145 770		11 981 118
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	14 789 416	1 101 422		15 890 838
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	2 198 495	1 151 950	105 348	3 245 097
Ameublement et équipement de bureau	109	492 142			492 142
Machinerie, outillage et équipement divers	110	2 086 211	565 977		2 652 188
Terrains	111	7 930 655	223 418		8 154 073
Autres	112				
	113	130 722 211	10 062 282	130 981	140 653 512
Immobilisations en cours	114	490 588	188 213		678 801
	115	131 212 799	10 250 495	130 981	141 332 313
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	116	12 557 206	724 136		13 281 342
Eaux usées	117	6 478 031	620 907	5 736	7 093 202
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	9 929 332	1 385 527		11 314 859
Autres					
▪ Autres	119.1	3 534 237	479 616		4 013 853
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	3 315 704	385 448		3 701 152
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	938 897	196 755	105 348	1 030 304
Ameublement et équipement de bureau	124	253 245	41 170		294 415
Machinerie, outillage et équipement divers	125	521 942	387 791		909 733
Autres	126				
	127	37 528 594	4 221 350	111 084	41 638 860
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	128	93 684 205			99 693 453
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	131				

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**16. Propriétés destinées à la revente**

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	6 842	6 842
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134		
	135	6 842	6 842
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	6 842	6 842

**Note****17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>				
▪	138.1			
	139			
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>				
▪	140.1			
	141			
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	142			

**Note****18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪		143.1	
Autres			
▪		144.1	
		145	

**Note****19. Obligations contractuelles**

En vertu d'obligations contractuelles de la Ville, qui concernent principalement le soutien financier d'un OBNL, l'élimination et le transport des matières résiduelles, le marquage, le nettoyage et le déneigement des rues, la Ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 4 226 275 \$ sur 4 ans. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2025	3 162 889 \$
2026	843 162 \$
2027	124 153 \$
2028	48 035 \$

La Ville s'est également engagée à prêter gratuitement un bâtiment, à un organisme à but non lucratif situé sur son territoire, sur une période de 10 ans se terminant en 2028.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

De plus, au 31 décembre 2024, les engagement de la Ville à l'égard des activités d'investissement, se chiffrent à 3 550 781 \$.

**20. Droits contractuels**

**Contrat de location**

La Ville a conclu divers contrats de location avec des organismes. Ces contrats viennent à échéance entre 2025 et 2029 et prévoit les revenus suivants :

2025	109 916 \$
2026	76 254 \$
2027	76 254 \$
2028	76 254 \$
2029	76 254 \$

**21. Passifs éventuels**

S/O

**A) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
<b>Emprunts temporaires</b>			
▪	146.1		
	147		
<b>Dettes à long terme</b>			
▪	148.1		
	149		
	150		

En 2005, la Ville de Lavaltrie s'est portée caution de la Coop de solidarité du Café culturel de la Chasse-galerie, en regard d'un emprunt initial de 138 814 \$, remboursable sur une période de vingt ans, lequel emprunt a servi à transformer un bâtiment appartenant à la Ville en un café muni d'infrastructures permettant la tenue d'événements culturels variés. Ce cautionnement a reçu l'approbation du Ministre le 13 octobre 2005.

**B) Auto-assurance**

N/A

**C) Poursuites**

La Ville de Lavaltrie fait l'objet de deux poursuites de 1 823 880 \$ et 4 705 840 \$ relativement à des travaux de réfection ayant eu lieu sur son territoire au cours de l'année 2023-2024. Au 31 décembre 2024, selon les avocats de la Ville, il est difficile de se prononcer à ce stade-ci du dossier sur les chances de succès, puisque la Ville demeure toujours en attente de précisions quant aux réclamations. Les dossiers ne sont pas judiciairisés d'où l'impossibilité de faire une projection.

**D) Autres**

N/A

**22. Actifs éventuels**

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**23. Éléments sans effet sur la trésorerie**

S/O

**24. Redressement aux exercices antérieurs**

S/O

**25. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

**26. Instruments financiers****Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations, des amendes et pénalités et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme), aux prêts ainsi qu'aux autres actifs financiers.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre 2024.

*Trésorerie et équivalents de trésorerie*

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

*Débiteurs*

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations, les amendes et pénalités à recevoir et les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Il n'y a aucune concentration de risque sur les débiteurs et aucune provision pour créances douteuses au 31 décembre 2024.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

### *Prêts*

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-value, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit. La Ville estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées aux prêts pour la mise aux normes des installations septiques. À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-value est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

### **Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations. Au 31 décembre 2024, huit fournisseurs représentent 55% de l'ensemble des créditeurs et charges à payer.

Les flux de trésorerie en lien avec la dette à long terme et leurs versement prévus pour les prochains exercices sont présentés à la note 12 du rapport financier et ceux en lien avec les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme et leurs versements prévus pour les prochains exercices sont présentés à la note 5 du rapport financier.

### **Risque de marché**

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est exposée au risque de taux d'intérêt.

### **Risque de taux d'intérêt**

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville a l'intention de conserver ses prêts jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque. Au cours de l'exercice, la Ville a modifié son exposition au risque de taux d'intérêt suite au renouvellement d'une dette à taux fixe et l'émission de nouvelles dettes à taux fixe.

Les taux d'intérêt sur l'ensemble de la dette sont fixes et présentés à la note 12 du rapport financier.

Les taux d'intérêt sur les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont fixes et présentés à la note 5 du rapport financier.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>Revenus</b>						
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	22 790 941	23 187 391		23 187 391	20 932 991
Compensations tenant lieu de taxes	2	386 800	434 758		434 758	369 295
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 355 910	1 707 286		1 707 286	735 537
Services rendus	5	626 706	933 883		933 883	1 831 485
Imposition de droits	6	1 013 450	1 547 409		1 547 409	1 563 636
Amendes et pénalités	7	86 500	130 852		130 852	134 318
Revenus de placements de portefeuille	8	100 000	286 481		286 481	187 265
Autres revenus d'intérêts	9	155 000	271 547		271 547	220 309
Autres revenus	10	30 373	314 088		314 088	1 200 425
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	26 545 680	28 813 695		28 813 695	27 175 261
<b>Investissement</b>						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		866 104		866 104	3 477 649
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17		223 418		223 418	1 560 038
Autres	18		742 921		742 921	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		1 832 443		1 832 443	5 037 687
	22	26 545 680	30 646 138		30 646 138	32 212 948
<b>Charges</b>						
Administration générale	23	5 070 280	5 196 434	79 629	5 276 063	4 424 451
Sécurité publique	24	4 114 864	4 256 896	16 427	4 273 323	3 812 171
Transport	25	5 381 990	5 475 560	1 735 052	7 210 612	7 210 409
Hygiène du milieu	26	4 041 444	3 900 573	1 418 941	5 319 514	4 815 069
Santé et bien-être	27	13 800	51 657		51 657	11 500
Aménagement, urbanisme et développement	28	885 975	734 303	13 124	747 427	803 808
Loisirs et culture	29	4 688 334	4 702 667	958 177	5 660 844	5 009 381
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	1 415 124	1 459 244		1 459 244	1 074 329
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	2 793 299	4 221 350	(4 221 350)		
	34	28 405 110	29 998 684		29 998 684	27 161 118
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	35	(1 859 430)	647 454		647 454	5 051 830

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>	1	(1 859 430)	647 454	5 051 830
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(1 832 443)	(5 037 687)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(1 859 430)	(1 184 989)	14 143
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>				
Amortissement	4	2 793 299	4 221 350	3 557 920
Produit de cession	5			31 171
(Gain) perte sur cession	6		19 897	15 815
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	2 793 299	4 241 247	3 604 906
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Remboursement ou produit de cession	12		3 300	3 100
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		3 300	3 100
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		149 115	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	2 029 300)	(2 050 984)	(1 750 995)
	18	(2 029 300)	(1 901 869)	(1 750 995)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	)	(499 237)	(248 555)
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		145 000	400 000
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 640 900	1 640 900	955 604
Réserves financières et fonds réservés	22	(585 469)	(595 114)	(329 280)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	40 000		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	1 095 431	691 549	777 769
	26	1 859 430	3 034 227	2 634 780
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		1 849 238	2 648 923

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	1 832 443	5 037 687
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	441 914)(	978 700)
Sécurité publique	3 (	)	)
Transport	4 (	6 516 042)(	6 546 974)
Hygiène du milieu	5 (	1 809 232)(	842 257)
Santé et bien-être	6 (	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	)
Loisirs et culture	8 (	1 483 307)(	6 391 914)
Réseau d'électricité	9 (	)	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	)
	11 (	10 250 495)(	14 759 845)
<b>Propriétés destinées à la revente</b>			
Acquisition	12 (	)	)
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>			
Émission ou acquisition	13 (	)	)
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	6 455 984	8 565 905
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement	15	499 237	248 555
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	325 000	389 775
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	123 992	1 319 563
	19	948 229	1 957 893
	20	(2 846 282)	(4 236 047)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	21	(1 013 839)	801 640

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
<b>Rémunération</b>				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	6 862 920	7 042 786	6 320 539
<b>Charges sociales</b>				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	1 991 565	1 855 962	1 681 782
<b>Biens et services</b>				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	11 334 132	11 404 004	10 683 286
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 239 004	1 287 175	977 488
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	81 120	93 772	47 798
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	120 000	78 297	49 043
<b>Contributions</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	3 496 290	3 456 981	3 355 466
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17	462 980	521 388	468 688
Autres	18			
<b>Amortissement</b>				
Immobilisations corporelles	19	2 793 299	4 221 350	3 557 920
Actifs incorporels achetés	20			
<b>Autres</b>				
Assistance aux indigents	21.1	13 800	7 500	11 500
Dommages et intérêts	21.2	10 000	29 469	7 608
	22	28 405 110	29 998 684	27 161 118

**Note**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 680 700	4 649 127
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 559 261	1 852 500
Réserves financières et fonds réservés	3	1 661 204	1 051 727
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( 158 042)	( 65 609)
Financement des investissements en cours	5	(4 335 128)	(3 183 504)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	63 994 396	62 450 696
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	67 402 391	66 754 937
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	4 680 700	4 649 127
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10		
	11	4 680 700	4 649 127
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
▪ Équilibre budgétaire	12.1	1 300 000	1 600 000
▪ Règlement 211-2015	12.2	122 500	163 400
▪ Développement économique	12.3	136 761	89 100
	13	1 559 261	1 852 500
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
▪	14.1		
	15		
	16	1 559 261	1 852 500

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Gestion des boues	17.1 500 000	250 000
	18	500 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	830 037
Organismes contrôlés et partenariats	22	549 484
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	38 984
Organismes contrôlés et partenariats	24	38 984
Montant non réservé		
Administration municipale	25	189 358
Organismes contrôlés et partenariats	26	89 987
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	90 000
Autres		
▪ Fonds parcs, terrains de jeux et espaces verts	30.1 12 825	63 272
	31	1 161 204
	32	1 661 204
		801 727
		1 051 727

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(
Autres		
▪	43.1 (	)(
	44 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(
Autres		
▪ Dette de fonctionnement	55.1 (	158 042)(
	56 (	158 042)(
65 609)		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	158 042)(
65 609)		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	64 1 299 792	2 528 657
Investissements à financer	65 ( 5 634 920)(	5 712 161)
	66 (4 335 128)	(3 183 504)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 99 693 453	93 684 205
Propriétés destinées à la revente	68 6 842	6 842
Prêts	69 52 640	55 940
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 99 752 935	93 746 987
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 99 752 935	93 746 987
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 ( 38 274 235)(	33 619 935)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 ( 184 165)(	181 465)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 2 945 825	2 701 061
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78 8 926	65 609
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 ( 35 503 649)(	31 034 730)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ( 254 890)(	261 561)
	82 ( 35 758 539)(	31 296 291)
	83 63 994 396	62 450 696

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

		2024	2023
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	( )	( )
Rendement espéré des actifs	33		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34		
Charge de l'exercice	34		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023	
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	( ) ( )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

	2024	2023
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 (	)(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 (	)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (	)(

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( ) ( )	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( ) ( )	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	( ) ( )	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	( ) ( )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	118	10 332	10 681
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	119	34 820	435 994
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	3 674	3 744
	121	38 494	439 738

**Note**

## **Renseignements financiers non audités**

**ANALYSE DES REVENUS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

TAXES		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	14 985 987	15 378 806	14 249 430
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	2 388 718	2 468 435	1 839 462
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	867 500	713 593	569 619
Activités de fonctionnement	8	25 000	26 333	23 269
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	18 267 205	18 587 167	16 681 780
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 605 356	1 652 612	1 522 883
Égout	13	1 033 851	1 062 854	980 573
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 692 873	1 671 399	1 562 108
Autres				
▪ Bacs recyclage et compost	16.1	25 000	24 336	13 150
▪ Gestion fosse septique	16.2	102 656	104 227	97 885
Centres d'urgence 9-1-1	17	64 000	84 796	74 612
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	4 523 736	4 600 224	4 251 211
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	4 523 736	4 600 224	4 251 211
	27	22 790 941	23 187 391	20 932 991

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>		<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	47 000	98 915	45 706
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	300 000	306 155	290 743
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	347 000	405 070	336 449
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	36	4 700	4 619	4 636
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	4 700	4 619	4 636
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	40	35 100	25 069	28 210
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42	35 100	25 069	28 210
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	386 800	434 758	369 295

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS</b>	<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	47	8 858	
<b>Sécurité publique</b>			
Police	48		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	49		
Autres	50		
Sécurité civile	51		
Autres	52		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	53	156 686	10 604
Enlèvement de la neige	54		
Autres	55		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	56		1 100
Transport adapté	57		
Transport scolaire	58		
Autres	59		
Transport aérien	60		
Transport par eau	61		
Autres	62		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63		
Réseau de distribution de l'eau potable	64	161 214	273 855
Traitement des eaux usées	65		117 763
Réseaux d'égout	66		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	67	130 000	131 391
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	68		
Tri et conditionnement	69		
Autres	70		
Autres	71		
Cours d'eau	72		
Protection de l'environnement	73		
Autres	74		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Habitation				
Logement social	75		44 157	
Autres	76			
Sécurité du revenu				
Autres	78			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage				
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique				
Autres	82			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives				
Activités culturelles	83			
Bibliothèques	84	77 550	82 131	71 473
Autres	85	16 000	22 618	15 148
<b>Réseau d'électricité</b>	86			
	87	384 764	719 696	324 402

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	88		430 519
<b>Sécurité publique</b>			
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		
Sécurité civile	92		
Autres	93		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	94	724 446	(33 513)
Enlèvement de la neige	95		
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97		
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101		
Transport par eau	102		
Autres	103		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104		
Réseau de distribution de l'eau potable	105	216 643	116 533
Traitement des eaux usées	106		
Réseaux d'égout	107	(74 985)	1 065 560
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111		
Autres	112		
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	124			1 898 550
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
<b>Réseau d'électricité</b>	127			
	128		866 104	3 477 649

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	175 000	191 445	177 001
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	796 146	796 145	234 134
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	971 146	987 590	411 135
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	<b>140</b>	<b>1 355 910</b>	<b>2 573 390</b>	<b>4 213 186</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS</b>		<b>Budget 2024</b>	<b>Réalisations 2024</b>	<b>Réalisations 2023</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
<b>Administration générale</b>				
Grefe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143	170 000	176 975	169 407
	144	170 000	176 975	169 407
<b>Sécurité publique</b>				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			
Sécurité civile				
Autres	148			
	149			
	150			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	151		123 784	1 009 500
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154	33 132	33 132	29 267
Autres	155			
	156	33 132	156 916	1 038 767
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Réseaux d'égout				
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau				
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement				
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)</b>			
<b>Santé et bien-être</b>			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
<b>Réseau d'électricité</b>	183		
	184		
	203 132	333 891	1 208 174

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	91 900	114 488	124 996
	188	91 900	114 488	124 996
<b>Sécurité publique</b>				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile				
Autres	193	30 000	29 989	28 975
	194	30 000	29 989	28 975
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	25 000	37 399	72 420
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202	20 700	24 212	27 505
	203	45 700	61 611	99 925
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	204			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207		23 782	48 817
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Matières recyclables	209			
Autres	210	5 000	24 615	11 253
Cours d'eau				
Protection de l'environnement				
Autres	213			
	214	5 000	48 397	60 070

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>Santé et bien-être</b>				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	28 500	56 304	33 334
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224	28 500	56 304	33 334
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	225	212 134	264 883	251 258
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	2 440	3 421	4 314
Autres	227	7 900	20 899	20 439
	228	222 474	289 203	276 011
<b>Réseau d'électricité</b>				
	229			
	230	423 574	599 992	623 311
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	231	626 706	933 883	1 831 485

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	232	63 450	78 788	97 854
Droits de mutation immobilière	233	950 000	1 468 621	1 465 782
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	1 013 450	1 547 409	1 563 636
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	237	86 500	130 852	134 318
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	238	100 000	286 481	187 265
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	239	155 000	271 547	220 309
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		(19 897)	(15 815)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244		223 418	1 560 038
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246	25 000	16 998	55 164
Autres contributions	247		742 921	
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	5 373	316 987	1 161 076
	250	30 373	1 280 427	2 760 463
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	251			

**ANALYSE DES CHARGES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	578 227	558 157		558 157	583 618
Greffe et application de la loi	2	193 897	220 378		220 378	184 394
Gestion financière et administrative	3	3 922 762	4 004 187	79 629	4 083 816	3 249 811
Évaluation	4	166 374	165 842		165 842	165 697
Gestion du personnel	5	81 100	80 122		80 122	84 173
Autres						
▪ Autres	6.1	127 920	167 748		167 748	156 758
	7	5 070 280	5 196 434	79 629	5 276 063	4 424 451
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	8	2 341 781	2 404 989		2 404 989	2 223 010
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	1 624 764	1 608 825	16 427	1 625 252	1 441 005
Sécurité civile	11	10 159	110 696		110 696	18 528
Autres	12	138 160	132 386		132 386	129 628
	13	4 114 864	4 256 896	16 427	4 273 323	3 812 171
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	3 243 901	3 246 763	1 725 917	4 972 680	5 167 407
Enlèvement de la neige	15	1 581 755	1 623 087		1 623 087	1 471 161
Éclairage des rues	16	53 000	35 836		35 836	46 470
Circulation et stationnement	17	175 000	259 774		259 774	191 277
Transport collectif						
Transport en commun	18	262 334	261 664	232	261 896	256 393
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	66 000	48 436	8 903	57 339	77 701
	22	5 381 990	5 475 560	1 735 052	7 210 612	7 210 409

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 114 123	1 112 839	250 716	1 363 555	1 300 168
Réseau de distribution de l'eau potable	24	244 790	275 294	484 008	759 302	728 840
Traitement des eaux usées	25	121 425	73 759	246 920	320 679	322 324
Réseaux d'égout	26	468 503	471 368	437 297	908 665	773 407
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	497 000	494 501		494 501	268 706
Élimination	28	618 644	504 511		504 511	524 449
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	298 322	224 176		224 176	196 976
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	243 702	271 976		271 976	257 385
Traitement	32	119 011	142 992		142 992	124 642
Matériaux secs	33	60 000	72 162		72 162	71 394
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	25 000	26 333		26 333	23 269
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	230 924	230 662		230 662	223 509
	40	4 041 444	3 900 573	1 418 941	5 319 514	4 815 069
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Habitation						
Logement social	41					
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	13 800	51 657		51 657	11 500
	45	13 800	51 657		51 657	11 500

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	686 024	583 018	13 124	596 142	551 940
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47	28	28		28	40
Autres biens	48	24 173	24 172		24 172	38 900
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	151 750	104 466		104 466	185 136
Tourisme	50					
Autres	51	24 000	22 619		22 619	27 792
Autres	52					
	53	885 975	734 303	13 124	747 427	803 808
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	1 254 182	1 183 253	711 449	1 894 702	1 625 529
Patinoires intérieures et extérieures	55	5 000	2 437		2 437	11 409
Piscines, plages et ports de plaisance	56	142 018	148 097		148 097	113 780
Parcs et terrains de jeux	57	1 945 102	1 766 005		1 766 005	1 712 975
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59	123 500	135 241		135 241	139 563
Autres	60	278 900	321 392		321 392	289 573
	61	3 748 702	3 556 425	711 449	4 267 874	3 892 829
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	194 495	228 978	227 546	456 524	337 201
Bibliothèques	63	465 128	550 541	19 182	569 723	511 651
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					796
Autres	66	280 009	366 723		366 723	266 904
	67	939 632	1 146 242	246 728	1 392 970	1 116 552
	68	4 688 334	4 702 667	958 177	5 660 844	5 009 381

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
	<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	69					
	<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
	Dette à long terme						
	Intérêts	70	1 320 124	1 536 383		1 536 383	1 025 286
	Autres frais	71		(155 436)		(155 436)	
	Autres frais de financement						
	Avantages sociaux futurs	72					
	Autres	73	95 000	78 297		78 297	49 043
		74	1 415 124	1 459 244		1 459 244	1 074 329
	<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	75					
	<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS</b>	76	2 793 299	4 221 350 (	4 221 350)		



# Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

# Table des matières

## **Autres renseignements financiers non audités**

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

## **Autres renseignements**

Questionnaire	12
---------------	----

## **Autres renseignements financiers non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	1 217 902	469 484
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	591 330	852 084
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 778 444	5 070 729
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	205 648	194 272
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	431 445	2 518 931
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 061 122	682 325
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	1 151 950	1 027 076
Ameublement et équipement de bureau	18	10 469	22 953
Machinerie, outillage et équipement divers	19	586 196	1 181 930
Terrains	20	215 989	2 740 061
Autres	21		
	22	10 250 495	14 759 845

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	1 217 902	406 424
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	591 330	621 663
Autres infrastructures	5	4 984 092	4 343 286
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		63 060
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		230 421
Autres infrastructures	10		921 715
Autres immobilisations corporelles	11	3 457 171	8 173 276
	12	10 250 495	14 759 845

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Non audité*

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	163 400		40 900	122 500
Réserves financières et fonds réservés	3	150 867		111 883	38 984
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	7 201 401		464 468	6 736 933
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	23 584 671	8 255 016	3 225 529	28 614 158
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	31 100 339	8 255 016	3 842 780	35 512 575
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 701 061	395 000	150 236	2 945 825
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	2 701 061	395 000	150 236	2 945 825
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	2 701 061	395 000	150 236	2 945 825
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	2 701 061	395 000	150 236	2 945 825
	19	33 801 400	8 650 016	3 993 016	38 458 400
Dette en cours de refinancement	20 (			(	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	33 801 400	8 650 016	3 993 016	38 458 400

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

<b>Administration municipale</b>		
Dette à long terme	1	38 458 400
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	5 634 920
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	161 484
Débiteurs	8	2 945 825
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	1 090 226
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	39 895 785
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	39 895 785
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	15	2 501 378
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	42 397 163
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	42 397 163
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
<b>Administration générale</b>				
Greffes et application de la loi	1	51 897	51 896	61 700
Évaluation	2	162 874	162 873	163 306
Autres	3	305 474	459 543	366 612
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5	1 544 904	1 544 769	1 377 887
Sécurité civile	6	23 894	6 480	7 976
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			1 292
Transport collectif	9	235 024	235 024	231 461
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	961 427	785 601	878 316
Cours d'eau	13	23 913	23 912	20 948
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	75 303	75 303	75 160
<b>Santé et bien-être</b>				
Habitation	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	28	28	40
Rénovation urbaine	19	36 750	36 752	63 676
Promotion et développement économique	20			
Autres	21	24 173	24 172	38 900
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	50 629	50 628	68 192
<b>Réseau d'électricité</b>	24			
	25	3 496 290	3 456 981	3 355 466

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024***Non audité*

		<b>2024</b>	<b>2023</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	10 250 495	14 759 845
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	10 250 495	14 759 845

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	22,00	35,00	36 452,00	2 197 724	615 363	2 813 087
Professionnels	2						
Cols blancs	3	34,00	35,00	51 765,00	1 711 359	479 181	2 190 540
Cols bleus	4	143,00	40,00	93 322,00	2 744 142	697 456	3 441 598
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	199,00		181 539,00	6 653 225	1 792 000	8 445 225
Élus	9	9,00			389 561	63 962	453 523
	10	208,00			7 042 786	1 855 962	8 898 748

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	87 519	66 200	336 779		490 498
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5		(22 913)	(52 072)		(74 985)
Autres	6	1 412 456	221 369	510 692	13 360	2 157 877
	7	1 499 975	264 656	795 399	13 360	2 573 390

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité**

		2024	2023
<b>Administration générale</b>			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	1 459 244	1 074 329
	4	1 459 244	1 074 329
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	11		
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27		
<b>Santé et bien-être</b>			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	38		
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41		
<b>Réseau d'électricité</b>			
	42		
	43	1 459 244	1 074 329

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Robert Pellerin	1.1 Conseiller	21 933	10 967		
Denis Moreau	1.2 Conseiller	21 813	10 907	9 431	4 716
Pascal Tremblay	1.3 Conseiller	22 053	11 027		
Christian Goulet	1.4 Maire	83 331	19 422	51 819	
Lisette Falker	1.5 Conseiller	21 993	10 997		
Jocelyn Guévremont	1.6 Conseiller	21 873	10 937		
Anne-Pierre Charlot	1.7 Conseiller	21 753	10 877		
Francine Ranger	1.8 Conseiller	22 053	11 027		
Marie-Pier Villeneuve	1.9 Conseiller	21 753	10 877		

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité****OUI          NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1      2 855 000 \$

**Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement**

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2           

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 3      125 602 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4           

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

**Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 391 397 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 500 000 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 \_\_\_\_\_ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 \_\_\_\_\_ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 \_\_\_\_\_ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 \_\_\_\_\_ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 \_\_\_\_\_ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 \_\_\_\_\_ \$

- b) autres formes d'aide

62 \_\_\_\_\_ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 \_\_\_\_\_ \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 \_\_\_\_\_ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68  \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 \_\_\_\_\_ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 \_\_\_\_\_ \$
  - Dépenses relatives à l'entretien d'été
    - Systèmes de sécurité 71 \$
    - Chaussées pavées - entretien préventif 72 \$
    - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 \$
    - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 \$
    - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 \$
    - Systèmes de drainage 76 \$
    - Abords de routes 77 \$
    - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 \_\_\_\_\_ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 \_\_\_\_\_ \$
  - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 \_\_\_\_\_ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 \_\_\_\_\_ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
  - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 82 \_\_\_\_\_
- b) Date d'adoption de la résolution 83 \_\_\_\_\_

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution 85 \_\_\_\_\_ 2019-11-21
- b) Date d'adoption de la résolution 86 \_\_\_\_\_ 2019-01-05

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

*Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 \_\_\_\_\_
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 \_\_\_\_\_

*Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année*

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 \_\_\_\_\_ 3
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 \_\_\_\_\_
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 \_\_\_\_\_
- f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 \_\_\_\_\_
- g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 \_\_\_\_\_

*Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*

- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 \_\_\_\_\_ 1 091
- i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 \_\_\_\_\_ 443
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 \_\_\_\_\_

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

*Règlement*

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

**La question 16 s'applique aux MRC seulement**



**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**Non audité****OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 

**Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 

**La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 

**Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**



**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-05-05

Nom du signataire : Julie Morand

Fonction du signataire : Directrice des finances et trésorière

Date de transmission au Ministère : 2025-05-21

Date et heure de la dernière modification : 2025-05-21 15:31



# Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>				
Fonctionnement	1	26 545 680	28 813 695	27 175 261
Investissement	2		1 832 443	5 037 687
	3	26 545 680	30 646 138	32 212 948
<b>Charges</b>				
	4	28 405 110	29 998 684	27 161 118
<b>Excédent (déficit) lié aux activités</b>				
	5	(1 859 430)	647 454	5 051 830
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	(1 832 443)	(5 037 687)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>				
	7	(1 859 430)	(1 184 989)	14 143
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	2 793 299	4 221 350	3 557 920
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		149 115	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	2 029 300)	(2 050 984)	(1 750 995)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	(499 237)	(248 555)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 095 431	1 190 786	1 026 324
Autres éléments de conciliation	13		23 197	50 086
	14	1 859 430	3 034 227	2 634 780
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>				
	15		1 849 238	2 648 923

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
<b>Actifs financiers</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	6 069 999	5 908 258
Débiteurs	2	13 712 847	13 825 457
Prêts	3	52 640	55 940
Placements de portefeuille	4		
Autres	5	125 000	
	6	19 960 486	19 789 655
<b>Passifs</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8	700 000	
Créditeurs et charges à payer	9	7 337 207	7 179 076
Revenus reportés	10	6 365 626	6 432 008
Dettes à long terme	11	38 274 235	33 619 935
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13		
	14	52 677 068	47 231 019
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	15	(32 716 582)	(27 441 364)
<b>Actifs non financiers</b>			
Immobilisations corporelles	16	99 693 453	93 684 205
Autres	17	425 520	512 096
	18	100 118 973	94 196 301
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	19	67 402 391	66 754 937

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 680 700	4 649 127
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Équilibre budgétaire	2.1	1 300 000	1 600 000
▪ Règlement 211-2015	2.2	122 500	163 400
▪ Développement économique	2.3	136 761	89 100
	3	1 559 261	1 852 500
Réserves financières			
▪ Gestion des boues	4.1	500 000	250 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	830 037	549 484
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	228 342	128 971
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	90 000	60 000
Autres			
▪ Fonds parcs, terrains de jeux et espaces verts	10.1	12 825	63 272
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	( 158 042)	( 65 609)
Financement des investissements en cours	12	(4 335 128)	(3 183 504)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	63 994 396	62 450 696
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	67 402 391	66 754 937

Extrait du rapport financier, page S23

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	39 895 785
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	42 397 163

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25*

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
<b>Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal</b>			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	161 484	314 267
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	28 614 158	23 584 671
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	6 736 933	7 201 401
<b>Dettes à long terme à la charge des tiers</b>			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	2 945 825	2 701 061
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
<b>Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement</b>			
	10		
	11	38 458 400	33 801 400

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37*

**SOMMAIRE DES REVENUS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Fonctionnement</b>				
Taxes	12	22 790 941	23 187 391	20 932 991
Compensations tenant lieu de taxes	13	386 800	434 758	369 295
Quotes-parts	14			
Transferts	15	1 355 910	1 707 286	735 537
Services rendus	16	626 706	933 883	1 831 485
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 199 950	1 964 742	1 885 219
Autres	18	185 373	585 635	1 420 734
	19	26 545 680	28 813 695	27 175 261
<b>Investissement</b>				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		866 104	3 477 649
Autres	23		966 339	1 560 038
	24		1 832 443	5 037 687
	25	26 545 680	30 646 138	32 212 948

*Extrait du rapport financier, page S12*

**SOMMAIRE DES CHARGES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale	1	5 070 280	5 196 434	79 629		5 276 063	4 424 451
Sécurité publique							
Police	2	2 341 781	2 404 989			2 404 989	2 223 010
Sécurité incendie	3	1 624 764	1 608 825	16 427		1 625 252	1 441 005
Autres	4	148 319	243 082			243 082	148 156
Transport							
Réseau routier	5	5 053 656	5 165 460	1 725 917		6 891 377	6 876 315
Transport collectif	6	262 334	261 664	232		261 896	256 393
Autres	7	66 000	48 436	8 903		57 339	77 701
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	1 948 841	1 933 260	1 418 941		3 352 201	3 124 739
Matières résiduelles	9	1 836 679	1 710 318			1 710 318	1 443 552
Autres	10	255 924	256 995			256 995	246 778
Santé et bien-être	11	13 800	51 657			51 657	11 500
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	686 024	583 018	13 124		596 142	551 940
Promotion et développement économique	13	175 750	127 085			127 085	212 928
Autres	14	24 201	24 200			24 200	38 940
Loisirs et culture	15	4 688 334	4 702 667	958 177		5 660 844	5 009 381
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 415 124	1 459 244			1 459 244	1 074 329
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	25 611 811	25 777 334	4 221 350		29 998 684	27 161 118
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	2 793 299	4 221 350 (	4 221 350)			
	21	28 405 110	29 998 684			29 998 684	27 161 118

Extrait du rapport financier, page S28

**SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		<b>2024</b>	<b>2023</b>
		<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>Revenus d'investissement</b>	1	1 832 443	5 037 687
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	10 250 495)(	14 759 845)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	6 455 984	8 565 905
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	499 237	248 555
Excédent accumulé	6	448 992	1 709 338
	7	(2 846 282)	(4 236 047)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	8	(1 013 839)	801 640

*Extrait du rapport financier, page S14*